



Le rôle du Pentagone dans la catastrophe mondiale

Par [Sara Flounders](#)

Mondialisation.ca, 07 janvier 2010

[IACenter.org](#) 7 janvier 2010

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Environnement](#)

Au terme de la Conférence de Copenhague sur le changement climatique – qui a rassemblé plus de 15 000 participants issus de 192 pays, dont une centaine de chefs d'Etat, ainsi que 100 000 manifestants – une question s'impose : Comment se peut-il que le plus gros pollueur de la planète, qu'il s'agisse de dioxyde de carbone ou d'autres émissions toxiques, n'ait fait l'objet d'aucune discussion ni d'aucune proposition de restriction ?

Le Pentagone est sans conteste l'institution la plus gourmande en produits pétroliers et, de manière général, en énergie. Toutefois, il bénéficie d'une exemption générale dans tous les accords internationaux.

Ni les guerres menées par le Pentagone en Irak et en Afghanistan, ni ses opérations secrètes au Pakistan, ni l'équipement du millier de bases qu'il possède dans le monde entier, ni ses 6000 installations aux Etats-Unis, ni les opérations de l'OTAN, ni ses porte-avions, ni sa flotte aérienne, ni ses entraînements, ses essais ou ses ventes d'armes n'entrent en compte pour les quotas d'émission de gaz à effet de serre attribués aux Etats-Unis, ni dans aucune autre mesure.

Le 17 février 2007, le site Energy Bulletin publiait le détail de la consommation en pétrole du Pentagone pour ses seuls avions, bateaux, véhicules terrestres et installation, des chiffres qui en faisaient le premier consommateur de pétrole du monde. A l'époque, la marine des Etats-Unis (U.S. Navy) disposait de 285 navires de combat et de transport ainsi que d'environ 4 000 avions opérationnels. Quand à l'armée de terre, elle ne possédait pas moins de 28 000 blindés, 140 000 véhicules tout-terrain, 4000 hélicoptères de combat, plusieurs centaines d'avions et 187 500 voitures. Hormis 80 sous-marins et porte-avions nucléaires, source de pollution radioactive, tous les véhicules fonctionnent à l'essence.

Selon le classement présenté dans l'édition 2006 du CIA World Factbook [1], 35 pays seulement (sur les 210 que compte le monde) affichent une consommation journalière de pétrole supérieure à celle du Pentagone.

Officiellement, l'armée américaine consomme chaque jour 320 000 barils de pétrole, un chiffre qui n'inclut pas la consommation des entreprises travaillant sur mandat ni des installations louées ou privatisées, sans parler des énormes quantités d'énergie et de ressources englouties dans la production et l'entretien de son arsenal meurtrier, comme les bombes, les grenades ou les missiles.

Selon Steve Kretzmann, directeur d'Oil Change International [2], « la guerre d'Irak a produit au moins 141 millions de tonnes équivalent dioxyde de carbone (MMTCO₂e) entre mars

2003 et décembre 2007. (...) La guerre dégage plus d'émissions que 60 % des pays du monde. (...) Cette information n'est pas disponible comme telle car les émanations provoquées par l'armée en dehors des USA ne sont pas soumises à la législation américaine en matière d'obligations nationales de déclaration, ni à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques » (www.naomiklein.org, 10 décembre 2009). La plupart des scientifiques s'accordent à dire que le dioxyde de carbone est un gaz à effet de serre et qu'il participe au changement climatique.

Dans son nouveau livre intitulé « The Green Zone: The Environmental Costs of Militarism », Bryan Farrell indique que « la pire agression commise sur l'environnement et sur la population mondiale est l'œuvre d'une seule entité : les forces armées des Etats-Unis. »

Comment se fait-il que le Pentagone ne soit pas concerné par les accords sur le climat ? Lors des négociations sur l'accord de Kyoto, les Etats-Unis ont imposé une clause précisant que les opérations militaires qu'ils mèneraient dans le monde entier et celles auxquelles ils participeraient avec les Nations Unies ou l'OTAN seraient intégralement exemptées de toute obligation de mesure ou de réduction. Une fois cette énorme concession obtenue, l'administration Bush a refusé de signer l'accord.

Dans un article publié le 18 mai 1998 et intitulé « National security and military policy issues involved in the Kyoto treaty », la position du Pentagone a été décrite par Jeffrey Salmon, qui cite le rapport annuel 1997 rendu au Congrès par le secrétaire à la Défense de l'époque, William Cohen : « Le Département de la Défense recommande vivement que les Etats-Unis insistent pour qu'une disposition de sécurité nationale soit inscrite dans le protocole sur le changement climatique actuellement en négociation » (www.marshall.org).

Selon Jeffrey Salmon, cette disposition a été formulée dans un projet demandant que l'ensemble du secteur militaire ne soit pas soumis aux limites fixées en matière d'émission de gazes à effet de serre. Le projet inclut non seulement les opérations multilatérales, telles que les activités approuvées par l'OTAN ou les Nations Unies, mais aussi les actions liées de près ou de loin à la sécurité nationale, à savoir toutes les formes d'actions militaires unilatérales, ainsi que les entraînements préalables. »

Jeffrey Salmon cite également l'ancien sous-secrétaire d'Etat Stuart Eizenstat, qui menait la délégation américaine à Kyoto. Celui-ci a déclaré que « le Département de la Défense et les militaires en uniforme se trouvant à mes côtés à Kyoto obtenaient tout ce qu'ils demandaient. Il s'agit d'autodéfense, de maintien de la paix, d'aide humanitaire. »

Bien que les Etats-Unis aient déjà reçu des garanties lors des négociations, le Congrès américain a adopté une disposition explicite assurant l'exemption totale pour les activités militaires américaines. Le 21 mai 1998, Inter Press Service annonçait : « Dernier coup porté aux efforts internationaux déployés pour freiner le réchauffement climatique, les législateurs américains ont établi aujourd'hui que les opérations militaires américaines ne seront pas soumises à l'accord de Kyoto, lequel contient des engagements contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La Chambre des Représentants a adopté un amendement à la loi sur le budget militaire de l'année prochaine interdisant la restriction des forces armées dans le cadre du Protocole de Kyoto ».

Aujourd'hui à Copenhague, les accords et orientations concernant les gaz à effets de serre sont toujours d'actualité. Toutefois, il est extrêmement difficile de trouver ne serait-ce

qu'une allusion à cette omission flagrante.

Johanna Peace, journaliste spécialisée dans les questions d'environnement, relève que les activités militaires ne seront pas non plus concernées par une décision du pouvoir exécutif signée par le président Barack Obama exigeant des agences fédérales qu'elles réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. Pourtant, « la demande en énergie du gouvernement fédéral est à 80 % destinée à l'armée » (solveclimate.com, 1er septembre 2009).

L'exclusion de l'ensemble des opérations du Pentagone fausse les données relatives à la production de dioxyde de carbone par les Etats-Unis, qui semble nettement inférieure à ce qu'elle est en réalité. Il n'en demeure pas moins que, même sans compter les activités militaires, les Etats-Unis occupent la tête du classement mondial dans ce domaine.

AUTRES SUBSTANCES POLLUANTES

Hormis le dioxyde de carbone, les opérations militaires américaines répandent dans l'air, l'eau et le sol d'autres produits, hautement toxiques et radioactifs.

Les armes américaines à uranium appauvri ont libéré des dizaines de tonnes de microparticules radioactives et fortement toxiques au Moyen Orient, en Asie centrale et dans les Balkans.

Les Etats-Unis vendent des mines terrestres et des bombes à sous-munitions, deux types d'armes à l'origine des explosions tardives qui blessent et estropient notamment des paysans et des habitants de régions rurales en Afrique, en Asie et en Amérique latine. A titre d'exemple, au cours de l'invasion du Liban, en 2006, Israël a lancé plus d'un million de bombes à sous-munitions acquises auprès des USA.

La guerre du Vietnam a pollué avec l'herbicide surnommé « agent orange » de vastes espaces qui, encore aujourd'hui, présentent un taux de dioxine 300 à 400 fois supérieur au niveau maximum considéré « sans danger ». Trois générations plus tard, les cas de malformations congénitales graves et de maladies cancéreuses dues à la pollution de l'environnement restent très nombreux.

La guerre d'Irak, en 1991, suivie de 13 années de sanctions visant à affamer le pays, puis de l'invasion et de l'occupation américaine depuis 2003 ont fait de cette région – qui est le grenier du Moyen Orient depuis plus de 5 000 ans – un désastre écologique. Les terres arables et fertiles y ont été transformées en un désert où la plus faible brise soulève des nuages de poussière. Autrefois exportateur de denrées alimentaires, l'Irak importe désormais 80% de ses vivres. Selon le ministère de l'Agriculture irakien, une grave désertification affecte 90 % des terres.

GUERRE ECOLOGIQUE INTERNE

Le Département de la Défense a pris pour habitude de résister à l'Agence de Protection de l'Environnement lorsque celle-ci l'invite formellement à assainir les bases américaines contaminées (Washington Post, 30 juin 2008). Les bases militaires du Pentagone, responsables de l'infiltration de substances dans les nappes aquifères et les sols, occupent la première place de la liste « Superfund »[3] des sites les plus pollués.

Le Pentagone a également torpillé les efforts fournis par l'agence pour instaurer de nouvelles normes concernant deux produits toxiques, dont les sites militaires sont très largement imbibés : le perchlorate, qui entre dans la composition du propulseur utilisé pour les roquettes et les missiles, et le trichloréthylène, utilisé pour dégraisser les pièces métalliques. Ce dernier est le polluant de l'eau le plus répandu dans le pays, notamment en Californie, à New York, au Texas et en Floride.

Aux Etats-Unis, plus de 1 000 sites militaires ont été souillés par des produits chimiques. Les populations les plus pauvres, en particulier les communautés afro-américaines, sont les plus touchées. Dans le sud-ouest des Etats-Unis et dans les îles du Pacifique sud, les essais d'armes nucléaires ont répandu des substances radioactives dans des millions de sites et de points d'eau. Des montagnes de résidus d'uranium toxiques et radioactifs ont été abandonnées sur le territoire indigène du sud-ouest et plus de 1 000 mines de cet élément délaissées dans les réserves Navajo en Arizona et au Nouveau Mexique.

Dans le monde entier, que ce soit dans ses ancienne bases ou dans ses bases actuelles à Puerto Rico, aux Philippines, en Corée du Sud, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, au Japon, au Nicaragua, au Panama ou en ex-Yougoslavie, le Pentagone commet le geste criminel d'abandonner des barils rouillés contenant des produits chimiques et des solvants, ainsi que des millions de cartouches de munitions

Pour faire disparaître une grande partie de la pollution, il faudrait supprimer le Pentagone ; le combat contre le changement climatique doit passer par un changement radical de système.

NdTr

[1]Publication annuelle officielle de la CIA détaillant chaque pays du monde, du point de vue géographique, démographique, politique, économique, des communications et militaire.

<https://www.cia.gov/library/publications/download/download-2006/index.html>

[2]<http://priceofoil.org/about/>

[3]Loi fédérale américaine sur le nettoyage des sites pollués par des déchets toxiques, en vertu de laquelle l'Agence de Protection de l'Environnement est autorisée à identifier les parties responsables de la pollution de sites et de les contraindre à les assainir
<http://en.wikipedia.org/wiki/Superfund>

Article original en anglais, IACenter.org, publié le 15 novembre 2009.

Lire l'article en anglais : [Pentagon's Role in Global Catastrophe: Add Climate Havoc to War Crimes](#)

Traduit par Chloé Meier pour [Investig'Action](#), <http://www.michelcollon.info>

La source originale de cet article est [IACenter.org](#)

Copyright © [Sara Flounders](#), [IACenter.org](#), 2010

Articles Par : [Sara Flounders](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca